

Les cantons de l'ouest unis aux villes contre les CFF

Nouvel horaire

La ligne du pied du Jura dispose d'un nouveau défenseur contre l'affaiblissement de la liaison directe entre la Romandie et la Suisse alémanique.

Un wagon de plus parmi les mécontents. La Conférence des transports de la Suisse occidentale (CTSO) se rallie aux réclamations des 26 communes romandes et alémaniques fédérées contre l'horaire CFF 2025 au sein de l'Alliance des villes (ADV) afin de trouver «une solution plus satisfaisante». Le maintien de la liaison directe entre Genève et la Suisse alémanique via l'arc jurassien est en jeu.

Les cantons de l'ouest étaient pourtant assis à la table des CFF au moment de la très contestée refonte de l'horaire ce printemps. Quelques mois plus tard: ils joignent leur voix à celle de l'ADV pour faire pression sur la compagnie ferroviaire et le Conseil fédéral.

Une volte-face? Il faut reconnaître que leur position est délicate. La CTSO s'est toujours battue pour obtenir l'horaire le moins mauvais possible - elle avait d'ailleurs refusé un premier projet qu'elle jugeait «inadmissible» -, mais s'est retrouvée associée aux CFF lorsqu'il a fallu défendre la version finale du projet début mai.

Jeu d'intermédiaires

Président de la CTSO, le conseiller d'État fribourgeois Jean-François Steiert admet que la période a été «assez conflictuelle». Il se défend toutefois d'avoir basculé dans la résistance. «Nous avons toujours partagé les craintes des villes de l'arc jurassien. Seulement, certaines de leurs demandes auprès des CFF n'étaient physiquement pas réalisables. Il a fallu jouer les intermédiaires.» La CTSO souscrit donc aux revendications qu'elle a adaptées à la réalité du rail et qui sont «dans la ligne» de ses positions d'origine.

Jean-François Steiert estime que la pression exercée par l'ADV sur les CFF et la Confédération a permis d'accélérer le traitement de plusieurs gros dossiers ferroviaires «dont nous parlons déjà depuis des années». Par exemple: le catalogage des sillons, que la CTSO veut «complémentaires» plutôt que d'en réserver exclusivement au fret d'un côté, aux voyageurs de l'autre. La cadence pourrait s'en trouver améliorée.

Du côté de l'ADV, on se réjouit de pouvoir renforcer les doléances avec l'arrivée de ce partenaire de poids. «Après de nom-

breux échanges, nous avons réussi à obtenir le soutien dans notre combat des représentants des conseils d'État des cantons de Suisse occidentale. Ils reconnaissent la péjoration à venir de la ligne du pied du Jura», se félicite Brenda Tuosto, municipale yverdonnoise à la manœuvre de l'ADV.

«Nous avons toujours partagé les craintes des villes de l'arc jurassien. Seulement, certaines de leurs demandes auprès des CFF n'étaient physiquement pas réalisables.»

Jean-François Steiert,
président de la CTSO

Il y a une semaine, les CFF annonçaient pourtant leur intention de revoir leur copie si décriée à l'ouest de la Sarine. Objectif: ajouter des liaisons directes entre les arcs lémanique et jurassien et faciliter les correspondances à Renens. Pas convaincant? «C'est un pas dans la bonne direction, mais les conditions sont encore beaucoup trop floues pour qu'on crie victoire», nuance Brenda Tuosto.

Demandes réitérées

Le communiqué du jour ne lâche donc pas la pression. Il réitère sa demande d'obtenir «un nombre de courses directes maximisé aux heures de pointe» entre Zurich et Genève-Aéroport ou encore des «correspondances quai à quai à Renens» pour éviter les ruptures de charge. Les représentants de l'économie grossissent les rangs des contestataires, tels l'Aéroport de Genève, le CERN, la Chambre neuchâteloise du commerce et de l'industrie ou Y-Parc.

Même détermination à Genève. Pour Frédérique Perler, magistrate chargée de la Mobilité, il est «primordial» que la deuxième ville du pays ne soit pas isolée du réseau national. «L'horaire envisagé par les CFF serait une catastrophe pour l'économie lémanique. À l'heure du changement climatique, on ne peut pas laisser faire une telle dégradation du rail. C'est un message inaudible. Nous sommes ravis de pouvoir compter sur l'appui de la CTSO pour poursuivre notre mobilisation.»

Thibault Nieuwe Weme
Fabien Lapiere